

# MODIFICATION DU PLU D'AIGNY

## NOTICE DE PRESENTATION



Agence d'urbanisme et de développement de l'agglomération  
et du pays de Châlons-en-Champagne

26 rue Joseph-Marie Jacquard, 51000 Châlons-en-Champagne  
Tél : 03 26 64 60 98 - Fax : 03 26 65 96 71  
E-mail : [planification@audc51.org](mailto:planification@audc51.org)



---

## SOMMAIRE

---

I. RAPPEL DE LA PROCÉDURE .....	p.3
II. OBJET DE LA MODIFICATION DU PLU .....	p.4
III. CONTENU DE LA MODIFICATION DU PLU .....	p.6
IV. RECEVABILITÉ DE LA MODIFICATION DU PLU .....	p.8
V. ANNEXES .....	p.8



## I RAPPEL DE LA PROCEDURE

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Région de Condé-sur-Marne a été approuvé par délibération du conseil communautaire le 10 décembre 2012 et a fait l'objet d'une première modification le 25 septembre 2014 (règlement écrit).

Depuis, la Communauté de communes de la Région de Condé-sur-Marne a intégré la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne qui s'est opposé au transfert de compétence PLU par au moins 25% des communes concernées représentant au moins 20% de la population de celles-ci.

L'arrêté préfectoral du 2 juillet 2018 annexé à la présente notice de présentation prend acte de l'opposition des communes membres de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne au transfert de compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale.

Il ressort de ce constat que chaque PLU existant reste applicable sur son territoire avec une compétence communale tout comme le PLUi de la Région de Condé-sur-Marne, chacune des cinq communes concernées étant compétente pour le modifier ce qui concerne son territoire.

La présente modification du PLU vise ainsi à adapter différents points du règlement écrit et graphique ainsi que l'orientation d'aménagement et de programmation s'imposant à la zone AUhb destinée à accueillir de l'habitat.

### **L'article L.153-36 du code de l'urbanisme définit le champ de la modification de la façon suivante :**

*Sous réserve des cas où une révision s'impose en application des dispositions de l'article L.153-31<sup>1</sup>, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque [...] la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.*

### **Les articles L.153-37 et L.153-40 du code de l'urbanisme apportent quant à eux des précisions sur le déroulement de la procédure :**

*La procédure de modification est engagée à l'initiative [...] du maire qui établit le projet de modification.*

*Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, [...] le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9<sup>2</sup>.*

### **L'article L.153-41 du code de l'urbanisme précise les cas où la procédure de modification doit faire l'objet d'une enquête publique :**

#### **<sup>1</sup> Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque la commune envisage :**

- 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- 2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- 3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances ;
- 4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune [...], directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- 5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

#### **<sup>2</sup> En l'occurrence, dans le cas présent :**

Les services de l'Etat, le Conseil régional, le Conseil départemental, la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne (autorité organisatrice des transports et EPCI compétents en matière de programme local de l'habitat), la Chambre de commerce et d'industrie, la Chambre de métiers, la Chambre d'agriculture, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays de Châlons-en-Champagne.

*Le projet de modification est soumis à enquête publique conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par [...] le maire lorsqu'il a pour effet :*

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;*
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;*
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;*
- 4° [disposition concernant les PLU tenant lieu de PLH]*

**L'article L.153-43 du code de l'urbanisme apporte quant à lui des précisions sur la clôture de la procédure :**

*A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, est approuvé par délibération [...] du conseil municipal.*

## **II OBJET DE LA MODIFICATION DU PLU**

La présente modification du PLU vise ainsi à adapter différents points du règlement écrit et graphique ainsi que l'orientation d'aménagement et de programmation s'imposant à la zone AUhb destinée à accueillir de l'habitat.

Les évolutions des différentes pièces du PLU sont les suivantes :

**Règlement écrit :** le coefficient d'emprise au sol (CES) de la zone UB est relevé de 40% à 60% pour les constructions à destination d'habitation. Il est par ailleurs précisé qu'il ne s'applique pas aux équipements collectifs, notamment communaux.

Cet assouplissement de la règle se justifie par le fait que cette prescription peut s'avérer bloquante pour des opérations de construction ou d'extension notamment dans le centre du village caractérisé par des parcelles de petite taille ou une densité existante (bâti ancien) relativement importante.



Emprise au sol des constructions dans le centre du village

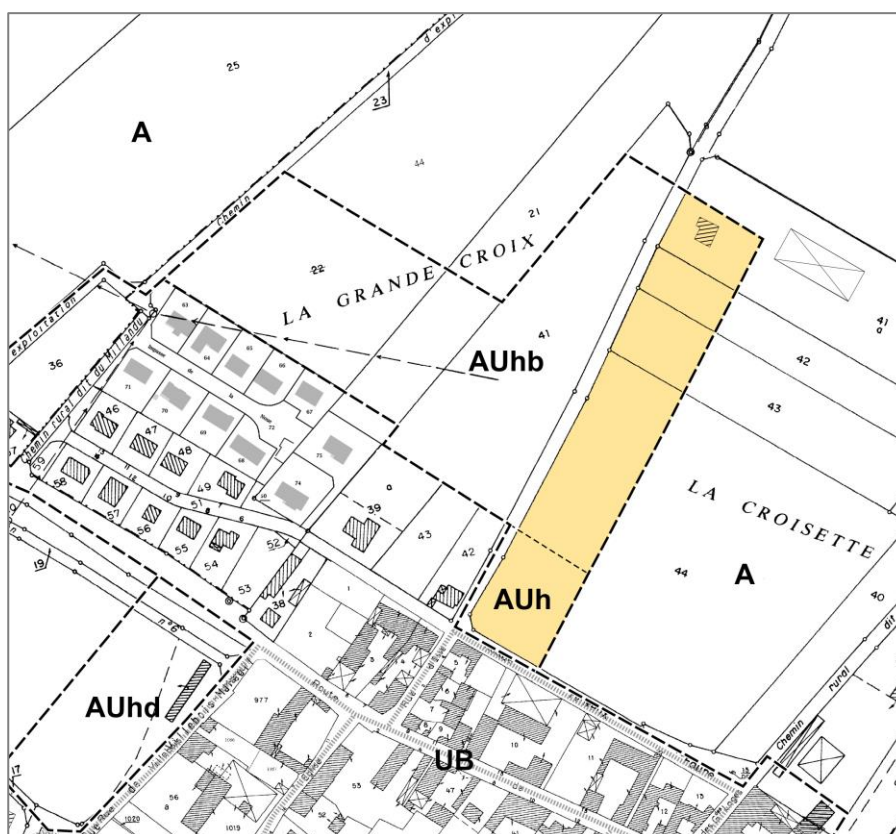
Par ailleurs, même si la rédaction actuelle laisse supposer que c'est déjà le cas, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont explicitement exclus du champ d'application du CES au regard de leurs caractéristiques propres (volumétrie importante, maîtrise publique...).

Enfin, afin de simplifier l'application de la règle, il est décidé de ne plus faire de distinction entre « habitation principale et « annexes et dépendances » mais de considérer la totalité des emprises construites sur une unité foncière donnée.

La recherche d'une plus grande souplesse dans l'application de la règle d'emprise au sol s'inscrit par ailleurs dans la perspective des dernières évolutions législatives visant à promouvoir la densité et à lutter contre l'étalement urbain.

**Règlement graphique** : selon le souhait de l'agriculteur propriétaire des terrains classés en zone AUh et AUhb à l'Est de la route d'Isse, ceux-ci seront reclassés en zone A du PLU.

Localisation du secteur concerné



La commune s'inscrit pleinement dans cette démarche au regard de l'impact potentiel du zonage actuel sur la consommation d'espace agricole dans ce secteur pour une superficie d'environ 1,40 ha.

**Orientation d'aménagement et de programmation** : elle concerne la zone AUh définie par le règlement écrit comme une zone « non équipée ou partiellement équipée destinée à l'urbanisation à court ou moyen terme. Les équipements périphériques existant en périphérie immédiate ont une capacité suffisante pour recevoir les constructions à implanter dans l'ensemble de la zone ».

L'OAP actuelle comprend le secteur restitué à la zone agricole et prévoit, pour le secteur AUhb, une desserte en impasse ainsi qu'une « raquette » terminale à partir de la route d'Isse.

Le projet global du secteur ayant évolué, notamment en termes de desserte de la zone, il apparaît nécessaire de revoir l'OAP pour garantir la cohérence d'ensemble du développement urbain.

Une liaison transversale à partir de la rue d'Isse permettra ainsi, via la rue de la Grande Croix, d'opérer un bouclage du quartier et d'assurer la fluidité de l'ensemble des circulations.

### III CONTENU DE LA MODIFICATION DU PLU

Les ajustements apportés aux différentes pièces du PLU jointes à la présente notice de présentation dans le cadre de la modification sont les suivants :

#### Document n° 1 - RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation est complété par la mention des motifs ayant conduit à la modification du PLU et actualisé en ce qui concerne la surface de la zone AUh.

#### Document n° 3.1 - ORIENTATION D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le développement urbain s'inscrira dans le respect des formes urbaines caractérisant le quartier tout en étant compatible avec les objectifs du SCoT en matière de densité, soit entre 16 et 20 logements à l'hectare.

Par ailleurs, il est à noter que cette démarche se fait en concertation (voir annexe du présent document) avec les quatre autres communes de l'ancienne Communauté de Communes de la Région de Condé.

Le nouveau schéma indicatif, fixant des orientations en matière de voirie (liaison transversale), de plantations (transition avec l'espace agricole) et de circulations agricoles figure ci-dessous.





## Document n° 4 - REGLEMENT

L'évolution dans la rédaction des dispositions applicables à la zone UB (chapitre 2) est la suivante :

### ARTICLE UB9 - Emprise au Sol

#### Rédaction actuelle de l'article :

##### AIGNY

*Le CES (Coefficient d'Emprise au Sol) ne doit pas excéder 40% (dont 25% pour l'habitation principale et 15% pour les annexes et dépendances) y compris avec les extensions qui seraient réalisées ultérieurement.*

#### Rédaction modifiée de l'article :

##### AIGNY

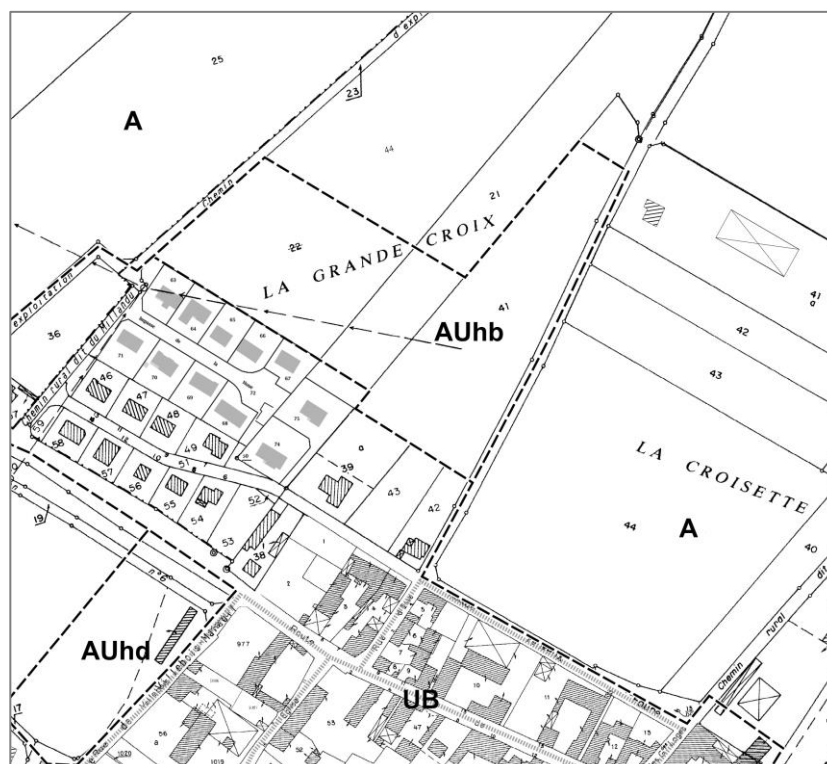
*Le CES (Coefficient d'Emprise au Sol) ne doit pas excéder 60% de l'emprise foncière pour les constructions à destination d'habitation, y compris leurs annexes et dépendances.*

*Il n'est pas fixé de CES pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.*

## Document n° 5.1 - ZONAGE

Le plan de zonage du village d'Aigny est modifié pour tenir compte de la suppression des zones AUh et AUhb à l'Est de la route d'Isse. Celles-ci sont reclassées en zone A du PLU.

Suite à la restitution à la zone agricole des zones AUh et AUhb situées à l'Est de la route d'Isse, le nouveau plan de zonage (extrait du secteur concerné) est le suivant :



---

#### **IV RECEVABILITÉ DE LA MODIFICATION DU PLU**

---

Il a été rappelé en introduction les critères auxquels doit répondre la procédure de modification pour être recevable.

En tout état de cause, les changements apportés au PLU n'entrent pas dans le champ d'application de la révision défini par l'article L.153-31 du code de l'urbanisme.

En effet, ces rectifications ne portent (notamment) pas atteinte aux orientations définies par le PADD, ne conduisent pas à la réduction d'un espace boisé classé, d'une zone agricole, d'une zone naturelle ou d'une protection spécifique et ne comportent pas de graves risques de nuisances.

D'un point de vue matériel, les pièces du PLU qui sont corrigées (règlement, zonage, orientations d'aménagement et de programmation) correspondent au champ de la modification défini par l'article L.153-36 du code de l'urbanisme.

Par contre, selon l'article L.153-41 du code de l'urbanisme, la procédure ne peut pas se faire sous une forme simplifiée car l'on peut considérer qu'elle a pour conséquence de majorer de plus de 20% les possibilités de construction de l'ensemble de la zone UB, du fait :

- de l'évolution du coefficient d'emprise au sol (CES) qui passe de 40% à 60% de l'emprise foncière pour les constructions à destination d'habitation,
- de la réduction des zones à urbaniser AUh et AUhb, une partie de celles-ci étant reclassée en zone agricole pour une superficie d'environ 1,40 ha.

La modification est donc considérée comme de « droit commun », ce qui implique notamment que le dossier devra être soumis à enquête publique. Préalablement à cette dernière il devra également être notifié aux personnes publiques associées (PPA) qui pourront ainsi faire part de leurs observations éventuelles dans le cadre de l'enquête.

---

#### **V ANNEXES**

---

1 - Arrêté préfectoral du 2 juillet 2018 portant modification des statuts de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne (suppression de la compétence en matière de PLU) pages suivantes.

2 - Réunion de concertation entre les cinq Maires de l'ancienne Communauté de Communes de la Région de Condé.



PREFET DE LA MARNE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
BUREAU DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITÉS LOCALES  
Affaire suivie par : Valérie BRIYS-DENISAU  
Tél : 03.26.26.11.50

**02 JUL. 2018**

Le préfet de la Marne

à

Mesdames et Messieurs les maires des communes membres  
de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne (cf. liste)  
Monsieur le président de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne

**Objet :** Modification de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 portant création du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté d'agglomération de Châlons en champagne et de la communauté de communes de la région de Mourmelon.

**P.J. :** copie de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2018.

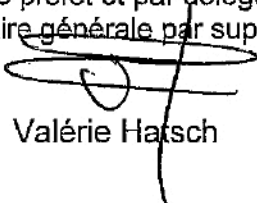
J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, copie de l'arrêté préfectoral portant modification des statuts de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne.

Cet arrêté prend acte de l'opposition des communes membres au transfert automatique de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communal.

Ainsi, chaque plan local d'urbanisme existant reste applicable sur son territoire avec une compétence communale.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toute demande d'information complémentaire dont vous souhaiteriez être destinataire.

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale par suppléance,

  
Valérie Hatsch

### Liste des destinataires :

- Monsieur le président de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne

- Mesdames et Messieurs les maires des communes de :

- Aulnay-sur-Marne
- Aigny
- Baconnes
- Bouy
- Bussy Lettrée
- Châlons-en-Champagne
- Champigneul-Champagne
- Cheniers
- Cherville
- Compertrix
- Condé-sur-Marne
- Coolus
- Dampierre-au-Temple
- Dommartin –Lettrée
- Fagnières
- Haussimont
- Isse
- Jâlons
- Juvigny
- Lenharrée
- La veuve
- L'Epine
- Les Grandes Loges
- Livry Louvercy
- Matougues
- Moncetz-Longevas
- Montépreux
- Mourmelon-le-Grand
- Mourmelon-le-Petit
- Recy
- Saint-Etienne-au-Temple
- Saint-Hillaire-au-Temple
- Saint-Gibrien
- Saint-Martin-sur-le-Pré
- Saint-Memmie
- Saint-Pierre
- Sarry
- Soudé
- Sommesous
- Soudron
- Thibie
- Vadenay
- Vassimont-et-Chatelaine
- Vatry
- Villers-le-Château
- Vraux



PREFET DE LA MARNE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
BUREAU DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITÉS LOCALES  
Affaire suivie par : Valérie BRIYS-DENISAU  
Tél : 03.26.26.11.50

**02 JUL. 2018**

Le préfet de la Marne

à

Mesdames et Messieurs les maires des communes membres  
de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne (cf. liste)  
Monsieur le président de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne

**Objet :** Modification de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 portant création du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté d'agglomération de Châlons en Champagne et de la communauté de communes de la région de Mourmelon.

**P.J. :** copie de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2018.

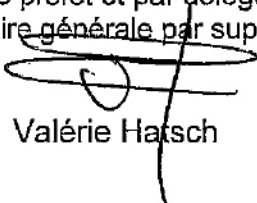
J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, copie de l'arrêté préfectoral portant modification des statuts de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne.

Cet arrêté prend acte de l'opposition des communes membres au transfert automatique de la compétence en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communal.

Ainsi, chaque plan local d'urbanisme existant reste applicable sur son territoire avec une compétence communale.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toute demande d'information complémentaire dont vous souhaiteriez être destinataire.

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale par suppléance,

  
Valérie Hatsch

### Liste des destinataires :

- Monsieur le président de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne

- Mesdames et Messieurs les maires des communes de :

- Aulnay-sur-Marne
- Aigny
- Baconnes
- Bouy
- Bussy Lettrée
- Châlons-en-Champagne
- Champigneul-Champagne
- Cheniers
- Cherville
- Compertrix
- Condé-sur-Marne
- Coolus
- Dampierre-au-Temple
- Dommartin –Lettrée
- Fagnières
- Haussimont
- Isse
- Jâlons
- Juvigny
- Lenharrée
- La veuve
- L'Epine
- Les Grandes Loges
- Livry Louvercy
- Matougues
- Moncetz-Longevas
- Montépreux
- Mourmelon-le-Grand
- Mourmelon-le-Petit
- Recy
- Saint-Etienne-au-Temple
- Saint-Hillaire-au-Temple
- Saint-Gibrien
- Saint-Martin-sur-le-Pré
- Saint-Memmie
- Saint-Pierre
- Sarry
- Soudé
- Sommesous
- Soudron
- Thibie
- Vadenay
- Vassimont-et-Chatelaine
- Vatry
- Villers-le-Château
- Vraux



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARNE

Direction de la Citoyenneté et  
de la Légalité  
Bureau des relations avec les  
collectivités locales

**Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne**

**Modification des statuts : suppression de la compétence  
En matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU)**

Le préfet de la Marne

**VU :**

- le code général des collectivités territoriales ;
- la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR)
- la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- l'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 portant schéma départemental de coopération intercommunale de la Marne ;
- l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 portant création du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne et de la communauté de communes de la région de Mourmelon ;
- l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2016 portant modification de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 modifié portant création du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne et de la communauté de communes de la région de Mourmelon ;
- les délibérations des communes suivantes :

Aulnay-sur-Marne : n°02012017 du 6 mars 2017  
Baconnes : n°2017.14.2 du 9 février 2017  
Bouy : n°17-2017 du 9 février 2017  
Bussy-Lettrée : n°3006/2017 du 20 mars 2017  
Châlons-en-Champagne : n°2017-037 du 9 février 2017  
Champigneul-Champagne : n°2017/0010 du 24 mars 2017  
Cheniers : n°2017-04 du 14 mars 2017  
Cherville : n°1935 du 23 février 2017  
Compertrix : n°2017-10 du 3 mars 2017  
Coolus : n°05/2017 du 1<sup>er</sup> février 2017  
Dampierre-au-Temple : n°2017/09 du 28 février 2017

- Dommartin-Lettrec : D2017/05 du 2 février 2017
- Fagnières : n°2017-03-10-04 du 10 mars 2017
- Haussimont : n°1006/2017 du 27 février 2017
- Isse : 03/2017 du 6 février 2017
- Jâlons : n°1/2017 02 du 24 février 2017
- Juvigny : n°2017-10 du 13 mars 2017
- La Veuve : n°D 09-2017 du 20 janvier 2017
- L'Epine : n°05-2017 du 6 février 2017
- Les Grandes Loges : n°2017-06 du 9 mars 2017
- Livry-Louvercy : n°2017/13 du 20 mars 2017
- Matougues : n°04-2017 du 24 janvier 2017
- Moncetz-Longevas : n°1 de Janvier 2017 du 9 janvier 2017
- Montépreux : n°04-2017 du 13 mars 2017
- Mourmelon-le-Grand : n°2017/02/18 du 15 février 2017
- Mourmelon-le-Petit : n°201-02 du 13 mars 2017
- Recy : n°2017.01.16-02 du 16 janvier 2017
- Saint-Etienne-au-Temple : n°09/17 du 6 février 2017
- Saint-Gibrien : n°2017/9 du 7 mars 2017
- Saint-Memmie : n°17-1594 du 8 février 2017
- Saint-Pierre : n°2017-03 du 28 février 2017
- Sarry : n°2017/04 du 30 janvier 2017
- Soudé : n°2017/07 du 14 février 2017
- Soudron : 2017/13 du 27 février 2017
- Thibie : n° DE-2017-001 du 15 février 2017
- Vadenay : n°2017-09 du 9 février 2017
- Vassimont-et-Chapelaine : n°10-2017 du 20 avril 2017
- Vatry : n°02022017 du 20 février 2017
- Villers-le-Château : n°2017-04 du 17 février 2017
- Vraux : n°08-2017 du 8 février 2017

s'opposant au transfert automatique de la compétence « PLU » à la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne,

#### **CONSIDERANT :**

- qu'au moins 25 % des communes concernées représentant au moins 20 % de la population de celles-ci se sont opposées au transfert automatique de la compétence PLU à la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne ;
- que chaque plan local d'urbanisme existant reste applicable sur son territoire avec une compétence communale ;

SUR la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er :** Les dispositions suivantes de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2016 modifié portant création du nouvel établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion de la communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne et de la communauté de communes de la région de Mourmelon sont ainsi modifiées :

Les termes « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » sont supprimés de l'article 3-1 2°



### «3.1) Compétences obligatoires

2°En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; ~~plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale~~; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire; organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L3421-2 du même code;»

**ARTICLE 2 :** Les autres dispositions de l'arrêté restent inchangées.

**ARTICLE 3 :** M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le président de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne et Messieurs et Mesdames les maires des communes membres de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le - 2 JUIL. 2018

Le préfet,



Denis CONUS





AIGNY, le 06 mai 2021.

## **REUNION MAIRES DE LA « REGION DE CONDE ».**

**Dans le cadre de l'ancienne intercommunalité, la mairie d'Aigny abritait dans ses locaux des classes de maternelles.**

**Ces classes ont été intégrées dans la nouvelle école intercommunale située à Condé-sur-Maire.**

**La commune se retrouve avec des locaux à réaménager. Notre collectivité n'a pas les moyens financiers pour réaliser ces travaux.**

**La commune a entrepris une démarche permettant de considérer ces locaux comme des friches. Des subventions peuvent être demandées à la Région et à l'Etat.**

**Nous sommes convaincus que cela ne suffira pas, c'est pourquoi, la commune projette l'aménagement de la 2<sup>ème</sup> phase d'un lotissement (Grande croix) comportant plusieurs terrains.**

**Ce projet de lotissement a deux objectifs :**

- 🚦 Attirer des jeunes ménages afin de pérenniser les effectifs de l'école intercommunale ;**
- 🚦 Permettre le financement en partie des travaux du bâtiment communal.**

**La réunion d'aujourd'hui a pour objet d'obtenir votre soutien pour nous faciliter les démarches administratives (demandes des subventions, modification du PLU).**

Fait à AIGNY, le jeudi 06 mai 2021

Henri JESSON, le Maire



**Le Maire de Condé**

**M. Romain SINNER**

**Le Maire d'ISSE**

**Mme Nathalie COTELLE**

**Le Maire de Juvigny**

**M. Fabrice REGNAULT**

**Le Maire de Vraux**

**Mme Sabine GALICHER**